



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la protection des populations
et Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2026-01-12
du 13 JAN. 2026**

**portant modification d'une installation de transit, tri, regroupement et traitement de
déchets exploitée par la société CHIMIREC CENTRE EST
sur la commune de Bouvesse-Quirieu**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités de la société CHIMIREC CENTRE EST pour l'exploitation d'une installation de transit, tri, regroupement et traitement de déchets sur le territoire de la commune de Bouvesse-Quirieu, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance (référence : ICO / NEX / CHIMIREC Centre-Est (38) / R12.24.0) transmis à l'inspection des installations classées par CHIMIREC CENTRE EST le 20 novembre 2024 et les compléments transmis le 9 septembre 2025 et le 28 octobre 2025 (liste des codes déchets admis) ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 4 novembre 2025 ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Considérant le courriel du 3 décembre 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel le 12 décembre 2025 ;

Considérant que l'installation prévue dans le dossier d'autorisation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2011-230-0011 du 18 août 2011 ;

Considérant que les recours administratifs déposés par des tiers et déboutés en 2022, ont repoussé la mise en service de l'installation ;

Considérant que l'installation mise en service en octobre 2024 présente des modifications par rapport à celle initialement prévue ;

Considérant que ces modifications nécessitent de mettre à jour les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le projet n'entraîne pas de dangers et inconvénients significatifs et que les modifications ne sont pas considérées comme substantielles ;

Considérant que les modifications de l'installation de transit, tri, regroupement et prétraitement de déchets constituent néanmoins des modifications notables ;

Considérant que des prescriptions doivent être prises pour prendre en compte ces modifications afin qu'elles ne soient pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La société CHIMIREC CENTRE EST (SIREN n°393 903 067), dont le siège social est situé ZAC Les Toupes 39570 Montmorot, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et celles des arrêtés préfectoraux précédents, à exploiter sur son établissement situé au 80 rue du stade, ZA 38390 Bouvesse-Quirieu les installations visées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 est supprimé et remplacé comme suit :

N°	Libellé de la rubrique	Description des installations	Classement
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	<p>Transit, tri et regroupement de déchets « vrac »</p> <p>Q = 491,25 t</p> <p>Transit, tri et regroupement de déchets « conditionnés »</p> <p>Q = 407 t</p> <p>Q_{TOTAL} = 898,25 t</p>	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux</p> <p>Q = 898,25 t</p>	A
3510	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage 	<p>Installations de traitement de déchets dangereux par séparation de phase (eaux hydrocarburées et eaux souillées)</p> <p>C > 10 t/j</p>	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Installations de traitement de déchets dangereux par séparation de phase (eaux hydrocarburées et eaux souillées)	A
2795-2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10, ou de déchets dangereux.	<p>Installations de lavage de contenants vides</p> <p>C < 20 m³/j</p>	DC

N°	Libellé de la rubrique	Description des installations	Classement
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.	Installations de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux Plastiques Cartons Bois V = 90 m ³	NC
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.	Transit de D3E V = 30 m ³	NC
2713	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	Installations de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux de métaux S = 15 m ²	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Installations de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux de verre (pare-brise) V = 30 m ³	NC
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.	Installations de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux DIND en mélange V = 30 m ³	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	Stockage de carburants type « GNR » Q = 2,5 tonnes < 50 t	NC

A : autorisation, DC : Déclaration contrôlée, NC : Non Classé

Article 3 : Conformité au dossier

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande présentée le 20 novembre 2024 puis complétée le 9 septembre 2025 et le 28 octobre 2025.

Article 4 : Réglementation applicable

Le tableau du chapitre 1.7 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 est complété par les lignes suivantes :

Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Article 5 :

Les déchets admis dans l'installation sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Tonnage maximal admissible
Déchets dangereux conditionnés	Acides	40 t
	Bases	9 t
	Aérosols	36 t
	Batterie	15 t
	D3E	12 t
	Déchets et produits de laboratoire et DTQD	65 t
	Filtres à huile	20 t
	Emballages et matériaux souillés	54 t
	Huiles noires	36 t
	Huiles claires	8 t
	Piles	10 t
	Phytosanitaire/DDM	30 t
	Solvants non chlorés	15 t
	Solvants chlorés	30 t
	Déchets avec métaux lourds	7 t
Déchets dangereux non conditionnés	Tubes néons lampes	20 t
	Amiante	195 t
	Eaux souillées	40 t
	Eaux hydrocarburées	175,5 t
	Pâteux	38,25 t
	Emballages et matériaux souillés non broyés	42,5 t
	Huiles noires	
	Huiles claires	
	Liquide de refroidissement	

Déchets non dangereux conditionnés	Huiles alimentaires	5 m ³
Déchets non dangereux non conditionnés	Plastiques	30 m ³
	DIND en mélange	30 m ³
	Métaux	30 m ³
	Bois	30 m ³
	Cartons	30 m ³
	Verre	30 m ³

Article 6 :

Le tableau de l'article 3.2.2 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
1	Poste de pompage et zone de lavage	Rejet COV

Le tableau de l'article 3.2.3 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h
Conduit n°1	9,7	0,7	30000

Le tableau de l'article 3.2.4 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1
COV	20

Le tableau de l'article 3.2.5 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

	Conduit n°1	
Flux	kg/h	kg/j
COV	0,48	3,79

Article 7 :

À l'article 8.2.1.1 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011, la mention « en COV et poussières pour le conduit n°2 » est supprimée.

Article 8 :

Les dispositions de l'article 4.3.3 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites considérées en concentration et en flux prévues aux articles 32 et 33-18 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. »

Article 9 :

Les dispositions de l'article 7.3.5 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Un merlon de terre 3 m de hauteur en limite de propriété dans sa partie ouest est mis en place et entretenu afin de maintenir le flux des effets thermiques en limite de propriété inférieur à 3 kW/m². »

Article 10 :

À l'article 7.4.1 3°) des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011, la mention « une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % d'au moins 0,3 bars » est supprimée et remplacée par « un contrôle périodique des cuves par émissions acoustiques pour la détection de fuites ».

Article 11 :

À l'article 7.6.4 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011, le premier point est supprimé et remplacé par :

- « une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m³. »

Le troisième point est supprimé et remplacé par :

- « un réseau de PIA dopés à la mousse, répartis sur le site ».

Le quatrième point est supprimé et remplacé par :

- « une installation d'aspersion automatique poudre ou mousse polyvalente dans la zone bennes et dans l'alvéole liquides inflammables, alimentée par une réserve dédiée de 285 m³. »

Article 12 :

Les dispositions de l'article 8.3.3 des prescriptions applicables annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-230-0011 du 18 août 2011 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant réunit, si nécessaire ou à la demande de l'une des parties, une commission locale de concertation et d'information. Cette commission, placée sous la présidence du maire de Bouvesse-Quirieu ou son représentant, comprend des représentants de la municipalité de Bouvesse-Quirieu, des associations de riverains, des associations de protection de l'environnement agréées de la préfète, de l'ARS et de la DREAL. L'exploitant présente à cette commission l'ensemble des résultats du suivi environnemental de son activité. »

Article 13 : Amiante

Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les déchets sont uniquement réceptionnés emballés et étiquetés. La capacité maximale de stockage de déchets d'amiante sur le site est de 20 tonnes.

Aucune opération autre que le transit n'est réalisée sur le site, en particulier les emballages de déchets d'amiante ne sont jamais ouverts sur le site.

Article 14 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Bouvesse-Quirieu et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bouvesse-Quirieu pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 15 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 16 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Bouvesse-Quirieu sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHIMIREC CENTRE EST.

La préfète

13 JAN. 2026

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'C' followed by a vertical line and a loop, with a long horizontal stroke extending to the right.

Catherine SÉGUIN